

Bulletin d'histoire politique

Chronique

Yves Tremblay



Volume 7, numéro 2, hiver 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060328ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060328ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Tremblay, Y. (1999). Chronique. *Bulletin d'histoire politique*, 7(2), 133–137.
<https://doi.org/10.7202/1060328ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Chronique d'histoire militaire

•••

Yves Tremblay
Ministère de la Défense nationale

La profession de guerrier

À quoi sert d'être soldat, sinon pour faire la guerre? Question choquante pour la conscience moderne, car la société québécoise comme bon nombre de sociétés occidentales a un rapport à la guerre essentiellement négatif. Dans ce contexte, les soldats ont toutes les chances d'être mal perçus. On peut bien apprécier le soutien apporté par les militaires aux pouvoirs civils lors de soubresauts météorologiques, ça n'est jamais qu'une utilité marginale de la force militaire. Par essence, le soldat est un combattant et si ses ennemis ne prenaient la forme que de cristaux de glace d'un janvier à l'autre, il serait plus économique de s'équiper de pompiers du froid plutôt que de militaires bardés d'équipements meurtriers.

Bizarrement, au Canada, la remise en question de l'armée n'est jamais à l'ordre du jour, bien que les coupes budgétaires continues (qui se poursuivent toujours) ont pour effet de tranquillement dissoudre l'élément militaire dans le reste du corps social. On pourrait formuler le problème autrement : à quoi servent des militaires dont les qualifications guerrières n'ont pas été mises à l'épreuve depuis 45 ans? Sous cette forme, la question a un contenu implicite qui devrait inquiéter les militaires: sont-ils toujours *professionnellement* capables d'accomplir ce pourquoi ils existent?

En 1997, un officier supérieur britannique a répondu par la négative. Pour le lieutenant-général Pike, «les Canadiens ont abandonné toute ambition d'être une force de guerre. Leur armée, nettement plus libérale que l'armée britannique [dans son traitement des gais et des femmes, a ajouté le général Pike pour donner un exemple], est juste une force de maintien de la paix» (*Le Devoir*, 22 novembre 1997). Comme de raison, le général Pike a soulevé maintes réfutations de la part de l'establishment militaire canadien.

Néanmoins, la question des performances professionnelles est suffisamment pertinente pour faire l'objet d'un opuscule critique de la part d'un des plus respectés historiens militaires canadiens, John English (*Lament for an army: the decline of Canadian military professionalism*, Concord, Ontario, Irwin Publishing, 1998, xiv-110 p.).

En bref, English établit un lien implicite entre «capacité guerrière» et professionnalisme: un professionnel de la guerre a une éthique du service à la nation qui assure l'expertise et en même temps élève des barrières contre les abus de toute sorte. L'officier est le gardien de cette éthique (p. xi-xii). On ne peut s'empêcher de songer qu'English simplifie trop et voit dans son officier professionnel idéal un chevalier des temps modernes.

De quoi se compose cette éthique? On peut inférer des propos tenus par English qu'elle tient à la fois de la conviction — la croyance sincère que son institution est dévouée à la défense de valeurs pouvant entraîner le sacrifice de sa vie, et de la responsabilité — l'attitude rationnelle et responsable tenant compte des moyens disponibles et des réalités à confronter, quitte à renoncer à l'action si la mission n'a aucune chance de succès.

La question du professionnalisme ne se réduit pas à obtenir une hypothétique sanction des armes. Elle a d'autres résonances, comme la conduite générale des militaires en-dehors des situations de guerre. Frasques initiatrices, rapports difficiles avec la moitié féminine de l'humanité, inconduites et crimes en pays étrangers, carriérisme en terre nationale ont fourni ample matière à manchettes ces dernières années, notamment dans l'affaire somalienne. Dans l'esprit d'English, tous ces problèmes «non guerriers» trouvent aussi leur source dans un déclin des valeurs professionnelles, particulièrement aiguë depuis l'unification des forces en 1968 (chapitre un).

En bon historien, English propose une explication génétique. Parti de rien ou presque en 1914 — les campagnes dans l'Ouest et la guerre sud-africaine n'ayant laissé pour ainsi dire aucun capital d'expérience militaire utilisable — les Canadiens ont péniblement construit sur le tas une force armée si efficace que beaucoup considèrent, et pas seulement des Canadiens, que le Corps expéditionnaire de 1914-1918 était l'une des meilleures formations, sinon la meilleure, de toutes les entités nationales combattantes alliées. L'historiographie militaire canadienne s'est d'ailleurs fortement teintée de cette proposition, non sans raison¹.

Mais sitôt la guerre terminée, les vieilles habitudes de patronage ont repris le dessus et le corps des officiers a commencé à perdre son éthique professionnelle. La milice permanente (comme on appelait l'armée à l'époque) s'est à nouveau tournée vers ses activités d'antan visant à la promotion d'une élite sociale au dépens de la formation d'une structure professionnelle efficiente. English pointe particulièrement du doigt le général Andrew McNaughton, chef d'état-major de 1929 à 1935, qui a fait de l'armée de la crise une institution à la fois de police supplétive et de havre pour le soulagement paternaliste du chômage (p. 21-22). Avec pour résultat que les performances des officiers supérieurs canadiens en 1939-1945 sont moins brillantes qu'en 1914-1918, à quelques notables exceptions, dans les cas de Simonds et Hoffmeister par exemple (chapitre III).

Un ministre de la Défense éclairée, Brooke Claxton, conscient de ces faiblesses, a alors pris les choses en main, élevant le niveau de professionnalisme durant les années 1950 (chapitre IV). Mais la guerre froide aidant, les priorités ont commencé à changer. Après la guerre de Corée, les forces canadiennes ont perdu contact avec le terrain alors même que de nouvelles priorités financières poussaient à réduire les effectifs et diminuer les ressources matérielles des forces. D'où un moral en déclin, situation aggravée par la centralisation excessive résultant de la fusion des trois armes en 1968. C'est alors que les vieilles tares, jamais absentes mais contenues en-dedans de certaines bornes depuis 1939 par la nécessité de bien performer au combat, ont resurgi avec une vigueur renouvelée (chapitre V).

Cette pente glissante est devenue un toboggan vers la honte en Somalie. Sans les sanctions graves qu'apporte la nécessité de performer en situation de guerre — et en l'absence de guerre l'entraînement rigoureux à celle-ci — le jugement porté sur les officiers dépend d'autres considérations, notamment un sens politique aiguisé, une capacité à flatter le pouvoir et une image facilement médiatisable.

Pour English, la multiplication des opérations de maintien de la paix n'a rien fait pour atténuer le problème du déclin éthique dans le corps des officiers. Ces missions sont plutôt devenues l'occasion d'«aventures» sans risques importants, de gratifications financières — les militaires en mission de paix reçoivent des allocations supplémentaires — et d'opportunités de décorations (p. 60). L'officier y devient politicien dans la pire acception populaire du vocable. Les valeurs martiales ayant été abandonnées, les perversions les plus abjectes ont libre cours, les officiers responsables n'étant jamais limogés comme dans la «vieille armée» d'avant 1968, ce qu'illustre l'affaire somalienne selon English (p. 2-8).

Ce constat pessimiste posé, John English a le mérite d'offrir une solution. Pour restaurer la confiance de la population en même temps que mieux intégrer l'institution militaire dans la société, il propose ce qu'il appelle de manière un peu surprenante une «armée hégélienne», c'est-à-dire une force éclairée et motivée par une tension dialectique faite d'analyses rigoureuses et de débats rationnels (p. 69). Concrètement, English appelle à un élargissement de la milice (au sens de réserve de citoyens instruits au métier des armes), l'armée régulière devenant plutôt un réservoir de compétences hautement instruites chargées d'éduquer les citoyens-miliciens. Ainsi, les liens entre société et armée seraient plus étroits, d'une part, et, d'autre part, les officiers auraient comme horizon le perfectionnement de leur art au profit de l'éducation des miliciens au lieu de s'en tenir à leur avancement personnel.

Quel que soit le mérite qu'on accorde à la proposition d'English, ou le caractère utopique qu'on peut y déceler, il reste que son livre avance une explication méritant critique rigoureuse. On peut se demander par exemple dans quelle mesure l'armée en tant qu'institution est si différente de n'importe quelle grande institution sociale au point de pouvoir générer ses propres convictions éthiques.

Ou encore si la politisation du corps des officiers est caractéristique des temps d'inactivités guerrières. La démarche classique d'English a ici ses limites, malgré sa référence à Hegel.

Le guerrier et la presse

Pour un bien ou pour un mal, la représentation que la société a des soldats s'est considérablement modifiée. Pendant longtemps, le monde militaire canadien a pu vivre et se reproduire dans l'indifférence quasi générale. Ce n'est pas avant les sanglantes batailles de 1914-1918 que l'opinion publique a été confrontée à l'horreur indissociable du métier des armes.

Dans ce changement de perception, l'information sur les réalités de la guerre a sans doute joué un rôle prépondérant. Les témoignages directs de soldats comptent certes pour beaucoup, mais souvent leur effet ne dépasse pas la sphère privée. C'est plutôt par les médias que les masses acquièrent leur vision de la guerre. Les conséquences qu'ont les récits médiatiques dans la formation de l'opinion du public sur l'armée ont fait récemment l'objet de l'attention de spécialistes, tant au pays² qu'à l'étranger.

Les conclusions d'une de ces études sont déroutantes. Dans *War and the media* (Stroud, Angleterre, Sutton Publishing, 1997, xiii-338 p.), Miles Hudson et John Stanier concluent par quelques règles tirées de l'expérience des guerres du XX^e siècle et surtout depuis 1945 (p. 320): 1) quelque soit la pression médiatique, on ne doit pas prendre parti dans une guerre civile, les résultats étant presque toujours désastreux; 2) une intervention à l'étranger doit avoir un support extrêmement solide dans l'opinion publique domestique pour être entreprise; 3) des résultats décisifs doivent être atteints rapidement; et 4) les militaires doivent apprendre à voir les médias comme des alliés. Ces prétendues règles assurent autant que possible le soutien populaire à l'action armée. Malheureusement, ces leçons les militaires les ont trop bien apprises de sorte que la couverture médiatique devient la fin motivant la décision ou non d'intervenir et la forme choisie en cas d'intervention. La vogue des observateurs, des missions de paix et des frappes aériennes chirurgicales indépendamment des résultats sur le terrain s'explique mieux dans ce contexte. Mais cette logique médiatique risque de conduire, même lorsqu'on a des convictions sincères, à des actions superficielles bien perçues dans le court terme, mais qui sont peut-être l'antithèse d'une politique extérieure ou de défense plus saine à longue échéance.

Nouvelle parution

English, Allan D., dir. *The changing face of war : learning from history*. Montréal et Kingston, The Royal Military College & McGill-Queen's University Press, 1998, xi-299 p.

Depuis le milieu du XIX^e siècle (héritage de la tradition prussienne), les officiers cultivent et pratiquent l'histoire avec une attention pour le moins intéressée. Sous formes de leçons apprises (*lessons learned*), l'histoire, particulièrement l'histoire récente, leur apporte un substitut au capital d'expériences nécessairement déficient en période de paix chez une nation moins que plus belliqueuse. Les textes réunis dans ce recueil ont d'abord été présentés dans le cadre du programme de *War Studies* du Collège militaire royal de Kingston. Des sujets stratégiques, opérationnels ou tactiques côtoient quelques analyses plus politiques sur la guerre et les sociétés démocratiques ou les médias et l'armée. Mais on peut dire de la catégorie d'études plus strictement militaires que les officiers de rangs intermédiaires — tous les auteurs le sont ou l'ont été — conçoivent encore largement leur rôle comme celui de professionnels des armes. Le sérieux des textes — certains sont d'un niveau tout à fait comparable à celui qu'on peut trouver dans les meilleures universités — donnent à penser que dans une certaine mesure il existe un réservoir de compétences intellectuelles dans l'armée canadienne dont pourrait se nourrir l'utopie de John English.

Dans un autre registre, au terme d'une analyse statistique, le capitaine de corvette Phillips avance que le processus de démocratisation ne conduit pas nécessairement à une diminution des risques de guerre, invoquant par exemple les cas de l'ex-Yougoslavie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. Le lieutenant-colonel Gervais estime quant à lui que journalistes et militaires agissant ensemble professionnellement renforcent la cohésion d'une société démocratique tout en garantissant sa pérennité. Ces textes fournissent un contrepoint utile aux résultats des analystes issus des sciences sociales.

Autres parutions

Pour les lecteurs curieux, certaines des difficultés professionnelles des militaires canadiens discutées dans cette chronique sont illustrées dans deux monographies récentes sur le Rwanda:

Bugingo, François. *La mission au Rwanda: entretiens avec le général Guy Tousignant*, Montréal, Liber, 1997, 279 p.

Castonguay, Jacques. *Les casques bleus au Rwanda*. Paris, L'Harmattan, 1998, 275 p.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Voir surtout Shane B. Schreiber, *Shock army of the British Empire: the Canadian Corps in the last 100 days of the Great War*, Westport (Conn.), Praeger, 1997, xvi-164 p.

2. Dans *La presse canadienne et la Deuxième Guerre mondiale* (Ottawa, ministère de la Défense nationale, 189 p.), présentée par Claude Beaugard, Serge Bernier et Edwige Munn, sont réunies trois études des années 1940-1950 montrant la complexité des rapports entre la presse et l'opinion publique et dont les conclusions ne vont pas toujours dans le sens de la vaste étude d'Hudson et Stanier discutée ici.